



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le mercredi 12 novembre 1997 — N° 132

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau

QUÉBEC

12 novembre 1997

12 novembre 1997

Le mercredi 12 novembre 1997

N° 132

La séance est ouverte à 10 h 02.

AFFAIRES DU JOUR

Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Bécharde (Kamouraska-Témiscouata) propose :

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence de politique du gouvernement du Parti québécois visant à éliminer l'exclusion et à diminuer le fossé économique et social qui se creuse entre les jeunes et les autres générations.

À la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion : dix minutes sont accordées à l'auteur de la motion pour sa réplique et cinq minutes sont allouées à chacun des députés indépendants; les deux groupes parlementaires se partageront également le reste de la période consacrée à ce débat; le temps non utilisé par l'un des groupes s'ajoutera à celui de l'autre groupe, tandis que le temps non utilisé par les députés indépendants pourra être redistribué entre les groupes parlementaires, et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Suit le débat sur la motion de M. Bécharde.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

À 11 h 57, M. Brouillet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

12 novembre 1997

La séance reprend à 14 h 03.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Déclarations ministérielles

M. Brassard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, fait une déclaration concernant la position du gouvernement du Québec sur l'intégrité du territoire québécois.

À la fin de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Brassard dépose :

Une brochure intitulée « Le Québec et son territoire ».

(Dépôt n° 1230-971112)

Présentation de projets de loi

Mme Marois, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 170Loi modifiant la Loi sur l'aide financière aux étudiants.

La motion est adoptée.

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 173Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

12 novembre 1997

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 159 en annexe)

Pour: **63** Contre: **41** Abstention: **0**

M. Bélanger, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 174 Loi modifiant la Loi sur les explosifs.

La motion est adoptée.

Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Revenu propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 161 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 160 en annexe)

Pour: **62** Contre: **40** Abstention: **0**

12 novembre 1997

Dépôts de documents

Mme Marois, ministre de l'Éducation, dépose :

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement, de l'Université Bishop's (en deux volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1997.

(Dépôt n° 1231-971112)

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement de l'Université Concordia (en trois volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1997.

(Dépôt n° 1232-971112)

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement de l'Université McGill (en deux volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1997.

(Dépôt n° 1233-971112)

Les états financiers, incluant l'état des traitements et les rapports sur la performance et les perspectives de développement de l'Université de Sherbrooke (en deux volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1997.

(Dépôt n° 1234-971112)

M. Brassard, ministre des Transports, dépose :

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1235-971112)

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1236-971112)

12 novembre 1997

Le rapport annuel de l'Ordre des physiothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1237-971112)

M. le Président dépose le rapport de mission suivant :

Le rapport, présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau, Président de l'Assemblée nationale du Québec, de la réunion du Bureau de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), le 5 juillet 1997, et de la XXIII^e session ordinaire de ladite Assemblée, du 7 au 10 juillet 1997, tenues au Luxembourg, Luxembourg.

(Dépôt n° 1238-971112)

Dépôts de rapports de commissions

M. Vallières (Richmond) dépose :

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 11 novembre 1997, a étudié en détail le projet de loi :

n° 158 Loi abrogeant certaines lois permettant la constitution de personnes morales en matière agricole et modifiant diverses dispositions législatives — Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1239-971112)

Dépôt de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Vallières (Richmond) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 116 parents d'enfants fréquentant les écoles de la Commission scolaire de l'Asbesterie, concernant les coupures en éducation.

(Dépôt n° 1240-971112)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, sont déposés deux extraits de pétition concernant la réforme de la *Loi sur l'instruction publique* :

12 novembre 1997

—l'extrait d'une pétition signée par 335 enseignants et enseignantes de l'Outaouais, par M. Middlemiss (Pontiac).

(Dépôt n° 1241-971112)

—l'extrait d'une pétition signée par 1 165 citoyens et citoyennes de l'Estrie et 501 pétitionnaires du comté de Terrebonne, par Mme Malavoy (Sherbrooke).

(Dépôt n° 1242-971112)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Charest (Rimouski) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 539 citoyens et citoyennes du comté de Rimouski, concernant la réforme de l'aide sociale.

(Dépôt n° 1243-971112)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Votes reportés

L'Assemblée procède au vote reporté, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition à la séance de ce jour, sur la motion présentée par M. Béchard (Kamouraska-Témiscouata). Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence de politique du gouvernement du Parti québécois visant à éliminer l'exclusion et à diminuer le fossé économique et social qui se creuse entre les jeunes et les autres générations.

La motion est rejetée par le vote suivant :

(Vote n° 161 en annexe)

Pour: **38** Contre: **60** Abstention: **0**

12 novembre 1997

Motions sans préavis

M. Lefebvre (Frontenac) présente une motion concernant le problème de surpopulation en milieu carcéral; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Boisclair, ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, propose :

QUE l'Assemblée nationale félicite, dans le cadre de la première Semaine québécoise de la citoyenneté, les lauréats qui ont mérité les cinq prix québécois de la citoyenneté.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Jolivet, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission de la culture, afin de poursuivre ses consultations particulières sur le rapport du comité sur le développement d'une très grande bibliothèque intitulé « Une grande bibliothèque pour le Québec »;
 - la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 149, Loi portant réforme du régime de rentes du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.
-

M. Brouillet, vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'administration publique se réunira afin d'examiner les engagements financiers du ministère des Finances contenus dans les listes des mois de janvier 1996 à mars 1997.
-

AFFAIRES DU JOUR

12 novembre 1997

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 160, Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 160 est adopté.

Sur la motion de M. Jolivet, leader du gouvernement, le projet de loi n° 160 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Brassard, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi n° 159, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'instituer le Fonds de gestion de l'équipement roulant, soit maintenant adopté.

À 18 h 00, le débat sur la motion de M. Brassard est ajourné. M. Brouillet, vice-président, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au jeudi 13 novembre 1997, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

ANNEXE

Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Trudel, ministre des Affaires municipales, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi n° 173, Loi instituant le fonds spécial de financement des activités locales et modifiant

12 novembre 1997

la Loi sur la fiscalité municipale :

(Vote n° 159)

POUR - 63

Barbeau	Brassard	Gendron	Marois
Baril	Brien	Harel	Ménard
(<i>Arthabaska</i>)	Brouillet	Jolivet	Morin
Baril	Campeau	Julien	(<i>Dubuc</i>)
(<i>Berthier</i>)	Caron	Jutras	Papineau
Beaudoin	Carrier-Perreault	Lachance	Paquin
Beaulne	Charest	Landry	Paré
Beaumier	Cliche	(<i>Bonaventure</i>)	Payne
Bélanger	Côté	Landry	Pelletier
(<i>Anjou</i>)	Désilets	(<i>Verchères</i>)	Perreault
Bertrand	Deslières	Laprise	Rioux
(<i>Charlevoix</i>)	Dion	Laurin	Rivard
Bertrand	Dionne-Marsolais	Leduc	Robert
(<i>Portneuf</i>)	Doyer	Léger	Rochon
Blais	Duguay	Lelièvre	Signori
Boisclair	Facal	Léonard	Trudel
Boucher	Gagnon	Létourneau	Vermette
Boulerice	Gaulin	Malavoy	

CONTRE - 41

Beaudet	Bourbeau	Dumont	Gobé
Béchar	Brodeur	Farrah	Kelley
Bélanger	Chagnon	Filion	Lafrenière
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Chalifoux	Fournier	Lamquin-Ethier
Benoit	Cherry	Gagnon-Tremblay	Laporte
Bergman	Ciaccia	Gautrin	Le Hir
Bordeleau	Cusano	Gauvin	Leblanc

12 novembre 1997

Lefebvre	Marsan	Paradis	Sirros
Loiselle	Middlemiss	Parent	Vaive
Maciocia	Mulcair	Poulin	Vallières
MacMillan	Ouimet		

ABSTENTION - 0

Sur la motion de Mme Dionne-Marsolais, ministre déléguée au Revenu, proposant que l'Assemblée soit saisie du projet de loi n° 161, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives :

(Vote n° 160)

POUR - 62

Barbeau	Brassard	Harel	Marois
Baril	Brien	Jolivet	Ménard
(<i>Arthabaska</i>)	Campeau	Julien	Morin
Baril	Caron	Jutras	(<i>Dubuc</i>)
(<i>Berthier</i>)	Carrier-Perreault	Lachance	Papineau
Beaudoin	Charest	Landry	Paquin
Beaulne	Cliche	(<i>Bonaventure</i>)	Paré
Beaumier	Côté	Landry	Payne
Bélanger	Désilets	(<i>Verchères</i>)	Pelletier
(<i>Anjou</i>)	Deslières	Laprise	Perreault
Bertrand	Dion	Laurin	Rioux
(<i>Charlevoix</i>)	Dionne-Marsolais	Leduc	Rivard
Bertrand	Duguay	Léger	Robert
(<i>Portneuf</i>)	Facal	Lelièvre	Rochon
Blais	Filion	Léonard	Signori
Boisclair	Gagnon	Létourneau	Trudel
Boucher	Gaulin	Malavoy	Vermette
Boulerice	Gendron		

CONTRE - 40

12 novembre 1997

Beaudet	Cherry	Kelley	Marsan
Béchar	Ciaccia	Lafrenière	Middlemiss
Bélang	Cusano	Lamquin-Ethier	Mulcair
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Dumont	Laporte	Ouimet
Benoit	Farrah	Le Hir	Paradis
Bergman	Fournier	Leblanc	Parent
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Poulin
Bourbeau	Gautrin	Loiselle	Sirros
Brodeur	Gauvin	Maciocia	Vaive
Chagnon	Gobé	MacMillan	Vallières
Chalifoux			

ABSTENTION - 0

Sur la motion de M. Béchar (Kamouraska-Témiscouata), débattue lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition :

(Vote n° 161)

POUR - 38

Beaudet	Cherry	Kelley	Middlemiss
Béchar	Ciaccia	Lafrenière	Mulcair
Bélang	Copeman	Lamquin-Ethier	Ouimet
(<i>Mégantic-Compton</i>)	Cusano	Laporte	Paradis
Benoit	Delisle	Leblanc	Parent
Bergman	Farrah	Lefebvre	Poulin
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Sirros
Bourbeau	Gautrin	Maciocia	Vaive
Brodeur	Gauvin	MacMillan	Vallières
Chalifoux	Gobé	Marsan	

CONTRE - 60

Barbeau	(<i>Berthier</i>)	Beaulne	Bélang
Baril	Beaudoin	Beaumier	(<i>Anjou</i>)

12 novembre 1997

Bertrand <i>(Charlevoix)</i>	Campeau	Julien	Morin <i>(Dubuc)</i>
Bertrand <i>(Portneuf)</i>	Caron	Jutras	Morin <i>(Nicolet-Yamaska)</i>
Blais	Carrier-Perreault	Lachance	Papineau
Boisclair	Charest	Landry <i>(Bonaventure)</i>	Paquin
Boucher	Cliche	Landry <i>(Verchères)</i>	Paré
Boulerice	Côté	Laprise	Payne
Brien	Désilets	Laurin	Pelletier
	Deslières	Leduc	Perreault
	Dion	Léger	Rioux
	Dionne-Marsolais	Lelièvre	Rivard
	Duguay	Léonard	Robert
	Facal	Létourneau	Rochon
	Gagnon	Malavoy	Signori
	Gaulin	Marois	Trudel
	Gendron	Ménard	Vermette
	Harel		
	Jolivet		

ABSTENTION - 0